responsabilité est grande et leur influence souvent dangereuse pour la société, serait-elle, pour longtemps encore, privée de la création si désirable des conseils de discipline? Le Gouvernement qui trouverait en elle un si puissant auxiliaire de la loi, de l'ordre et de la morale, persistera-t-il à oublier cette institution devenue si urgente?

Avec des chambres de discipline verrait-on, comme aujourd'hui, des misérables, si habiles à échapper aux poursuites du ministère public, frauder le fisc et fabriquer du faux timbre pour détourner, à l'aide de cet odieux moyen de concurrence, la clientèle du confrère qui respecte la loi et se respecte lui-même?

« Avec des chambres de discipline, l'imprimerie serait-elle tombée dans un état de dégradation tel que le commerce du faux timbre, dans notre ville et ailleurs, est une industrie comme une autre, marchant le front haut?

« Il va sans dire que pour arriver à la répression de cette déplorable piraterie, le gouvernement ne peut laisser plus longtemps dans l'état d'imperfection où il se trouve le système actuel du timbre, et surtout du timbre à l'extraordinaire, qu'un apprenti d'imprimerie peut contrefaire par milliers en un seul jour.

« Avec des chambres de discipline verrait-on si souvent des imprimeurs sur le banc des assises ou de la police correctionnelle? Les avertissements salutaires de leur chambre ne leur éviteraient-ils pas la plupart de ces déshonorantes poursuites?

« Avec des chambres de discipline, en un mot, cette industrie ne serait bientôt exercée que par des hommes honorables pour lesquels deviendrait presque inutile l'arsenal de la législation touchant l'imprimerie.

« Au point de vue artistique et industriel, la création des chambres de discipline concourrait encore, il est vrai, à la régénération de l'imprimerie; mais elle serait presque nulle, hâtons-nous de le dire, si la législation n'apportait un prompt remède à la lèpre qui a rongé et réduit à un état pitoyable cette industrie, nous voulons parler de l'augmentation indéfinie du nombre des brevets, et de la non-suppression d'une quantité de brevets